

**Appel à manifestation d'intérêt  
pour un groupe de travail d'échanges de bonnes pratiques  
des «entreprises d'économie solidaire»**

**La genèse**

Le réseau Objectif Plein Emploi (cf. [www.ope.lu](http://www.ope.lu)) au Grand Duché du Luxembourg est actif depuis plus de 20 ans et regroupe maintenant plus de 650 salariés actifs dans les services de proximité et toutes activités de création (notamment de mobiliers et d'aménagements de plein air) et de développement local. Il est organisé avec un Centre de ressources et des groupes locaux ou sectoriels (les Centres d'Initiatives et de Gestion) qui ont leur propre Conseil d'Administration (avec une forte présence des élus communaux). Le système de financement repose sur l'engagement des communes, abondé par des financements d'Etat, pour des projets employant des personnes en recherche d'emploi.

Ainsi OPE se définit comme une entreprise d'économie solidaire dans le sens qu'elle:

- répond à des besoins non satisfaits, ni par le secteur privé classique, ni par le secteur public
- combine des ressources privées (facturation des produits et services), publics (subsidés) et bénévoles (apports en nature de temps de travail ou autres)
- développe des projets qui naissent d'initiatives citoyennes
- organise des partenariats publics-privés

Sur la base de ses activités OPE souhaite aujourd'hui partager son expérience et mieux la définir sur le plan conceptuel. C'est en ce sens qu'il a décidé d'investir et de s'associer à INEES (Institut Européen d'Economie Solidaire – cf. [www.inees.org](http://www.inees.org)) pour s'interroger sur ses propres pratiques et fournir des outils et des argumentaires plus précis sur l'économie solidaire. Les autorités publiques sont demandeurs de ces réflexions et les acteurs eux-mêmes de mise en réseau pour échanger leurs pratiques et leurs réflexions.

*suite au verso*

**Merci de renvoyer ce coupon avant le 15 Avril 2006**

Par e-mail à: [lavilluniere@inees.org](mailto:lavilluniere@inees.org)

Par fax au: (+352) 53 04 45 510

Par courrier à: INEES - 1, rue du Moulin, L-3857 Schiffflange - Luxembourg

Organisation: .....

Adresse: .....

Tél.: .....

E-mail: .....

Est intéressé à collaborer dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt d'INEES sur l'échange des bonnes pratiques en économie solidaire.

Centres d'intérêt: .....

Pourrait collaborer sous la forme suivante: .....

## **Un appel à manifestation d'intérêt**

L'objectif de cet appel est de repérer des managers «d'entreprises solidaires», des chercheurs et universitaires, et toutes les personnes intéressées, pour organiser un espace d'échange des bonnes pratiques et mieux définir le champ conceptuel de l'économie solidaire et sa traduction en termes de pratiques managériales.

### **Les contours**

Notre parti pris est de restreindre l'objet de recherche à l'économie solidaire, telle que définie plus haut. Nous sommes par ailleurs de grands partisans du networking des organisations d'économie sociale et solidaire élargie pour porter une parole politique commune, mais notre démarche est de porter nos réflexions comme une composante de cette économie sociale et solidaire.

Le 1<sup>er</sup> challenge est d'établir une reconnaissance commune au niveau européen et en ce sens la question du glossaire et des références bibliographiques se pose urgemment: il faut se reconnaître mutuellement et vérifier que nous avons bien à faire ensemble.

Nous voyons 2 écueils importants à éviter sur ce que nous ne sommes pas et ne voulons pas.

- L'économie solidaire ne se réduit pas à l'inclusion sociale et/ou à l'insertion par l'économique. Elle peut être une composante forte de nos activités et même un aspect important aux yeux des financeurs, mais notre objet n'est pas tant de travailler à (re-)donner de l'employabilité aux personnes privées de travail (dans un système de sas), que de promouvoir la construction d'emplois durables, dans des espaces où ce sont plutôt la dignité et la pleine expression de la citoyenneté qui sont centrales (sans faire de distinction entre un 1<sup>er</sup> et un soi-disant 2<sup>ème</sup> marché du travail).
- La performance de nos entreprises ne peut pas se mesurer en terme de rentabilité économique et financière et de compétitivité sur le marché. Notons que la plupart des entreprises sociales assument leur positionnement comme entités économiques devant faire leur preuve sur le marché (et mettent en œuvre les stratégies managériales correspondantes) et d'autres au contraire se définissent comme des entités sociales oeuvrant sur un 2<sup>nd</sup> marché du travail en étant dégagé de toute contingence économique (et recherchent surtout des subsides pour financer leur travail social).

Notre parti pris est de nous situer entre les 2: c'est la construction d'initiatives basées sur une vision alternative du fonctionnement de la société qui est en jeu et non pas une logique de réparation du système (libéral) dominant. C'est bien pour la reconnaissance d'un 3<sup>ème</sup> pilier entre économie privée et économie publique, basé sur le développement local durable combinant ressources privées, publiques et bénévoles, que nous oeuvrons. C'est ce que nous appelons l'économie solidaire et qui doit construire un corpus théorique plus fort (avec l'aide des économistes, des sociologues, philosophes et tous les secteurs de la recherche concernés), travailler sur ses systèmes de gouvernance (interne et externe) et de reddition (reporting), élaborer des outils d'aide à la décision, etc.

### **Les moyens et les outputs attendus**

Les moyens seront ceux apportés par les participants. Il n'y a pas d'argent à gagner (ni de temps à perdre). INEES prendra en charge la coordination et l'animation de la dynamique. A la suite de cet appel à manifestations d'intérêt nous proposerons des modalités d'organisation et définirons plus précisément les thématiques de travail. La spécificité économie solidaire sera privilégiée car il existe déjà de nombreuses occasions de participer à des projets européens sur l'inclusion sociale, la responsabilité sociale, la communication, le développement local, la formation ... Un projet supplémentaire n'apporterait donc pas de plus-value significative.

Le montage de projet pour rechercher des financements européens est possible si ça répond aux objectifs qu'on définira collectivement.

Les langues de travail seront le français et l'anglais, mais d'autres sont possibles si des organisations financent de la traduction/interprétariat.

Nous pourrons associer nos travaux à d'autres dynamiques plus globales en fonction des possibilités et des opportunités (comme le forum «globalisation de la solidarité» – Bruxelles 2007 par exemple).

Les participants extra-européens sont également bienvenus.

Solidairement vôtre,

*Merci de remplir et renvoyer le coupon au recto*